

## Covid-19 : La Convention Citoyenne pour le Climat appelle à "rompre avec des pratiques destructrices"

Alors que la remise définitive des travaux de la *Convention Citoyenne pour le Climat*<sup>1</sup> est différée par la crise sanitaire liée au Covid-19, ses membres ont choisi de s'exprimer dès aujourd'hui pour participer à la dynamique de sortie de crise. Usbek & Rica retranscrit ici l'intégralité de leur manifeste.



Image à la Une : L'assemblée de la Convention citoyenne pour le climat réunie au CESE (Conseil économique, social et environnemental), à Paris. Crédits : Convention citoyenne ©.

Nous nous exprimons, car la crise que nous traversons n'est apparemment pas sans lien avec le dérèglement climatique et la dégradation de l'environnement. De même que la maladie est une menace pour notre santé, le changement climatique est une menace pour notre planète et ses écosystèmes.

La perte de biodiversité, la destruction des milieux naturels, sont des témoins de la crise écologique, mais sont aussi pointés comme des facteurs importants de la crise sanitaire d'aujourd'hui.

La multiplication des échanges internationaux et nos modes de vie globalisés sont à l'origine de la propagation rapide de l'épidémie et peuvent aussi aggraver la crise climatique. Tous ces facteurs augmenteront encore demain les risques sanitaires et les inégalités sociales.

La crise du Covid-19 nous interroge sur les effets d'une crise environnementale à venir. Il ne faudrait pas, avec les mesures qui seront prises pour sortir de la situation sanitaire actuelle, que nous accélérions le dérèglement climatique.

Nous nous exprimons, car il est urgent d'agir pour construire demain.

Les événements que nous vivons aujourd'hui remettent en cause nos manières de se nourrir, de se déplacer, de se loger, de travailler, de produire et de consommer. Nos modes de vie sont bouleversés et nous interrogent sur nos priorités, nos besoins, et nos comportements quotidiens.

Nous nous exprimons, car c'est notre devoir de citoyens de la Convention.

Même si la crise sanitaire est soudaine et que nous n'y étions pas préparés, il nous paraît crucial d'agir, d'apporter notre pierre à l'édifice et à la dynamique de sortie de crise. En effet, si nos travaux restent à voter et à finaliser, la *Convention Citoyenne pour le Climat* est déjà parvenue à structurer des propositions. Face à l'urgence, certaines de nos mesures permettraient de contribuer à la fois à une

<sup>1</sup><https://www.conventioncitoyennepourleclimat.fr/>

relance économique, à réduire les émissions de gaz à effet de serre et, indéniablement, à améliorer notre santé et notre bien-être collectifs, tout en tenant compte des populations les plus fragiles.

Sur la base de ces critères précis, la *Convention Citoyenne pour le Climat* a choisi de partager avec le Président de la République et le Gouvernement une partie de ses travaux (environ un tiers) dans leur état actuel d'avancement avec d'éventuels amendements ou réserves, avant transcription législative, soit en version intégrale soit en version courte selon le choix des membres de la Convention.

Ces pistes n'ayant pas été votées formellement par la Convention qui doit encore poursuivre ses travaux, nous avons fait le choix de ne pas les partager en l'état avec la société française, dans l'attente d'un rapport final et complet qui sera rendu public.

Nous souhaitons que la sortie de crise qui s'organise sous l'impulsion des pouvoirs publics ne soit pas réalisée au détriment du climat, de l'humain et de la biodiversité.

## Quels sont les messages que nous adressons aux dirigeants qui sont en train de préparer la stratégie de sortie de crise ?

Nous demandons de ne pas reproduire les erreurs passées. Il faut absolument éviter les écueils de la crise de 2008 dont la relance a donné lieu, notamment, à des investissements dans les énergies fossiles et les industries néfastes à l'environnement. La situation inédite que nous subissons aujourd'hui nous oblige à réfléchir, au contraire, à la manière de lier économie et environnement.

En ce sens, le court terme ne doit pas prendre le pas sur le long terme : les décisions actuelles doivent s'inscrire dans une démarche durable et de justice sociale qui profitera à toutes et tous et pour longtemps, sans pénaliser les plus démunis. Nous appelons nos décideurs à faire preuve de responsabilité politique et à assumer des choix courageux pour le futur.

La stratégie de sortie de crise, devra alors porter l'espoir d'un nouveau modèle de société ; celle-ci doit permettre de rompre avec les pratiques destructrices pour notre environnement, notre société et l'humanité. Ainsi, faudrait-il nous efforcer de poser les bases d'une société plus juste et plus pérenne en mettant en place les modes de vie que nous voulons pour demain.

Cette crise sanitaire ne doit pas nous précipiter dans une crise climatique dont les conséquences seraient également très graves.

Nous voulons que la stratégie de sortie de crise nous prépare à l'avenir, c'est-à-dire à un modèle économique et sociétal différent, plus humain et plus résilient face aux futures crises, qu'elles soient sanitaires ou autre.

La situation actuelle, malgré son caractère catastrophique, souligne le besoin d'une transition de notre système industriel très émetteur de gaz à effet de serre et destructeur de la biodiversité vers un système plus vertueux et durable. Expérience de sobriété poussée à l'extrême, le confinement a montré combien tout un chacun peut vivre de manière plus responsable et combien les Français sont réactifs face à l'urgence.

Les décisions qui seront prises demain doivent s'inscrire dans une logique de développement durable. Pour cela, nous préconisons que des grands travaux soient lancés pour réduire la dépendance de la France aux importations, favoriser l'emploi en France et réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Alors que depuis plusieurs années les échanges marchands mondiaux croissent, la crise actuelle nous rappelle qu'il est nécessaire de relocaliser les activités des secteurs stratégiques pour assurer notre sécurité alimentaire, sanitaire et énergétique. Dans cette logique la France doit devenir un modèle écologique capable de créer une dynamique vertueuse à l'échelle internationale.

Nous demandons que les financements mobilisés dans le cadre de la sortie de crise soient socialement acceptables, fléchés vers des solutions vertes et que les investissements se concentrent dans des secteurs d'avenir respectueux du climat.

Les plans de relance qui sont mis en place à la sortie des crises mobilisent des mécanismes de financements importants injectant des fonds considérables dans l'économie. Nous devons donc veiller à ce que cet accroissement de l'investissement soit dirigé massivement dans la transition écologique et tienne compte de la situation des plus fragiles.

Nous avons conscience que cette transformation de notre modèle ne peut pas s'instaurer uniquement à l'échelle nationale. La reconfiguration des relations internationales doit se faire dans un esprit de justice sociale, et doit favoriser une régulation de la mondialisation en faveur du climat.

Face à la crise que nous traversons, il est nécessaire de réaffirmer l'importance des solidarités internationales pour une action efficace. Le risque de crispation et de repli national est déjà visible alors que chacun tente de lutter contre l'épidémie du Covid-19. Dans ce contexte, il est d'autant plus nécessaire de fédérer autour de grands projets européens afin de diffuser un message positif et d'union. Le combat contre le changement climatique est un enjeu de taille qui nécessitera l'action et l'entraide de tous les Etats membres.

Enfin, cette crise nous concerne tous et ne sera résolue que grâce à un effort commun, impliquant les citoyens dans la préparation et la prise de décision. La participation citoyenne est essentielle, nous le voyons tous les jours dans les nombreuses initiatives de solidarité qui germent partout en France pour que nous puissions continuer à vivre presque normalement. C'est le moment idéal d'écouter et de prendre en compte les remarques des citoyens pour la construction d'une société future.



### Convention Citoyenne pour le Climat

Nous, citoyennes et citoyens, âgés de 16 à 80 ans, avons été tirés au sort pour être membres de la Convention Citoyenne pour le Climat. Beaucoup parmi nous ont des enfants et des petits enfants ; nous sommes soucieux, pour eux et pour les générations futures, de préparer un avenir meilleur et de laisser une planète habitable. Notre travail des six derniers mois a porté sur l'urgence climatique et les moyens les plus appropriés d'y répondre, sans laisser personne au bord du chemin. Nous sommes des citoyens, représentatifs d'une diversité de l'ensemble de la société. Indépendants du Gouvernement, nous avons veillé à l'être aussi de tous les groupes de pression quels qu'ils soient, tout en auditionnant certains d'entre eux dans un souci d'impartialité. Nos points de vue se sont parfois opposés, mais nous avons su nous écouter et construire ensemble des propositions que nous estimons justes et équitables.

### **SUR LE MÊME SUJET :**

- Convention citoyenne pour le climat : les propositions de trois personnes tirées au sort
- 5 pistes pour mobiliser sur le climat autant que sur le coronavirus
- 2024 : Comment l'écologie a conquis l'Europe
- Qu'est-ce que l'« écologie intégrale » ?